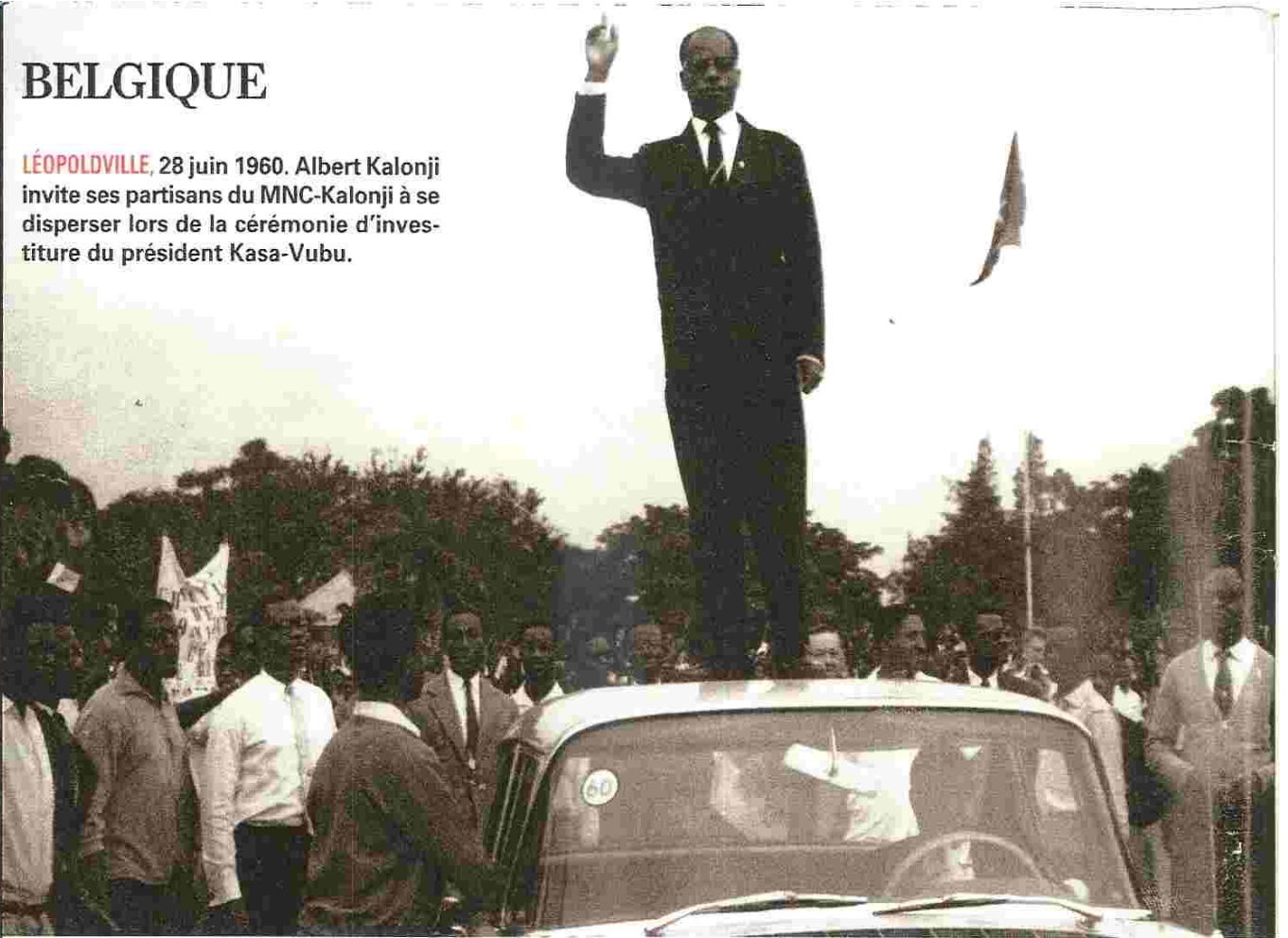


BELGIQUE

LÉOPOLDVILLE, 28 juin 1960. Albert Kalonji invite ses partisans du MNC-Kalonji à se disperser lors de la cérémonie d'investiture du président Kasa-Vubu.

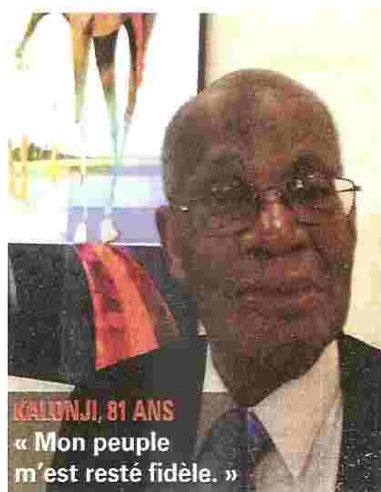


Kalonji « Kabila veut m'exhiber ! »

Entretien exclusif avec Albert Kalonji, 81 ans, dernier survivant des « héros de l'indépendance » présents à la Table ronde de janvier-février 1960. A la fois président et souverain du Sud-Kasaï au temps de la sécession, le *mulopwe* (« chef des chefs ») évoque ses relations avec le roi Baudouin, Lumumba et Kabila.

A 81 ans, Albert Kalonji Ditunga, fumeur invétéré, a toujours bon pied, bon œil. L'ancien chef de l'Etat minier muluba du Sud-Kasaï en sécession s'exprime sans difficultés et a des souvenirs précis des turbulences de la décolonisation, même si sa mémoire est parfois sélective.

Pas simple d'accorder les agendas pour une rencontre, car le vieux sénateur reste un infatigable pigeon voyageur. Il partage son temps entre ses résidences du Congo, du grand-duché de Luxembourg et des Etats-Unis, où se sont installés plusieurs de ses enfants. L'an der-



KALONJI, 81 ANS
« Mon peuple m'est resté fidèle. »

nier, lors d'une tournée dans son fief kasaïen à l'occasion de ses 80 ans, il a reçu l'hommage des Baluba de la région. Considéré comme le patriarche de la classe politique du Kasaï, il porte toujours le titre de *mulopwe* (« chef des chefs ») que lui ont attribué, en 1961, les chefs coutumiers baluba. Entretien avec le dernier survivant des délégués congolais invités à la Table ronde belgo-congolaise.

Le Vif/L'Express : Allez-vous assister aux célébrations du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo, organisées d'ici au 30 juin ?

> **Albert Kalonji** : J'ai été contacté par le président Kabila. Il me verrait bien jouer un rôle au sein du comité d'organisation des célébrations du Cinquantenaire. J'ai l'impression qu'il veut m'exhiber comme une relique, en tant que dernier survivant des leaders congolais de l'indépendance.

Se souvient-on encore de vous en République démocratique du Congo ?

*Apr. 110 baluba et Koba I, II
dans la zone et polio*

> Mon peuple m'est resté fidèle et reconnaissant pour tout ce que j'ai fait pour lui. Je reste le *mulopwe*, le chef des chefs. Lorsque je me rends chez nous, au Kasai, je suis bien accueilli et traité avec amour par toutes les générations. Ma photo est encore présente dans de nombreuses familles. L'avenue principale de Mbuji Mayi porte mon nom. Lors de ma visite de l'an dernier dans la province minière, à Mbuji-Mayi et à Kananga, à l'occasion de mes 80 ans, les enfants étaient ravis de voir en chair et en os un personnage de l'histoire du Congo qui figure dans les manuels scolaires.

Vous avez été l'un des acteurs de la décolonisation. Quel regard portez-vous sur les dernières années du Congo belge ?

> La discrimination raciale, la *colour bar*, cette barrière de couleur, existait encore dans toute la colonie. Mais les Blancs du Kasai étaient moins racistes que ceux du reste du pays. Dans les milieux économiques de la province, il n'y avait pas de mépris de la part de nos collègues blancs. Ils toléraient les « évolués ». A Luebo, le gîte et le couvert m'ont été offerts chez un client portugais. La majorité de mes compatriotes subissaient toutefois une séparation totale.

Au Kasai, quelle était l'attitude de l'administration coloniale à l'égard des Noirs ?

> L'administration restait figée et exigeante, prête à nous humilier à la première occasion. Les révoltes noires avaient alimenté une méfiance chronique des fonctionnaires blancs. « Si un Noir me tient tête, je dois le punir », se disaient-ils. Face à ce durcissement, nous nous sommes montrés de plus en plus revendicatifs. L'administration locale, au Kasai, a aussi nourri l'antago-

« DÈS QUE LUMUMBA A MIS LES PIEDS À BRUXELLES, ON N'A PLUS PARLÉ DE MOI »

me l'ont dit

*Kobeya wa m'écrouba. Koba Kaba
Kafina mala*
nisme entre Baluba et Lulua, les deux groupes ethniques devenus rivaux. Le sentiment généralisé d'hostilité à l'égard des Baluba les a poussés à ne plus subir, à se montrer plus agressifs.

En 1958, les élites congolaises, dont vous faites partie, se retrouvent à Bruxelles, pour l'Expo universelle. Un grand moment pour vous ?

> Nous étions heureux de nous retrouver là, pour la première fois réunis dans un même lieu. Nous avons décidé de nous lancer dans la politique,

puisque nos associations ne parvenaient pas à faire entendre leurs revendications. Au Heysel, j'ai été placé à la tête du pavillon du Congo belge et du Ruanda-Urundi. J'assurais aussi la permanence au stand de presse. J'avais pour adjoint Grégoire Kayibanda, le futur premier président du Rwanda indépendant. Moi, je prêchais la désobéissance civile et la coexistence pacifique des races au Congo. Des Belges participaient à nos réunions en marge de l'Expo : Théo Lefèvre, président du PSC-CVP, Pierre Harmel, ministre, mais aussi Guy Spitaels, Jules Gérard-Libois, Jean Van Lierde... Quels magnifiques souvenirs ! Ils étaient jeunes, nous aussi.

Aviez-vous alors des contacts personnels avec le roi Baudouin ?

> J'avais une introduction à la Cour grâce à la reine-mère Elisabeth. Je m'adressais plus à elle qu'au jeune roi, qui suivait d'ailleurs ses conseils. J'ai organisé une soirée de gala au palais des Beaux-Arts avec les « Troubadours du roi Baudouin I^{er} ». Je traduisais les chansons à la reine-mère. Plus tard, j'ai été reçu à plusieurs reprises au château de Laeken et au palais de Bruxelles pour évoquer la situation au Congo et les tensions au Kasai. En 1960, après l'indépendance, j'ai cru que je continuerais à jouir de la sympathie du roi Baudouin. Mais, au contraire, il a suivi la légalité.

Tsh

Que pensez-vous de la politique africaine de la Belgique à l'époque ?

> Une politique de valse-hésitation. Autant dire une politique rétrograde totalement différente de la politique d'émancipation déjà appliquée dans les colonies voisines de l'Afrique française. Au Congo, aucun Noir n'était autorisé à exercer une fonction d'autorité. Dans le privé, les colons et les agents des sociétés ne pouvaient confier au Noir un poste autre qu'auxiliaire. Le maintien de l'ordre public et le profit au moindre coût constituaient la clé de voûte de la politique coloniale belge. La création du Mouvement national congolais, en octobre 1958, a été la réponse logique aux promesses non tenues. En décembre 1959, Antoine Gizenga, Joseph Kasa-Vubu et moi avons finalement obtenu, à Bruxelles, l'engagement du gouvernement >>>

Paulin Robyngues



ARRIVÉE DE LUMUMBA à Bruxelles. Libéré, le leader congolais est accueilli à l'aéroport par ses amis politiques, dont Albert Kalonji.

BEUCA

BELGIQUE

BIO

ALBERT KALONJI

- 1929** Naissance à Hemptinne, au Kasai. Issu de l'ethnie muluba.
- 1948** Diplômé d'agronomie de l'université de Louvain au Congo.
- 1951** Engagé à la colonie en qualité d'assistant agricole.
- 1953** Expert-comptable auprès du tribunal de Luluabourg. Prend part aux activités des évolués.
- 1957** Siège au Conseil provincial du Kasai.
- 1958** Invité en Belgique pour l'**Expo universelle**. Adhère au Mouvement national congolais (MNC) fondé par Iléo, Lumumba, etc. Est accueilli au sein de l'ordre de la Rose-Croix.
- 1959** Ouvre, au Kasai, un cabinet fiscal. Devient, à Bruxelles, **membre du Conseil de législation**. Condamné pour « incitation à la haine raciale » dans le conflit Lulua-Baluba (août), est envoyé en relégation à Kole (Sankuru), puis libéré. Après la scission du MNC, est élu président du MNC-Kalonji.
- 1960** Participe, à Bruxelles, à la Table ronde politique belgo-congolaise. Elu député national (juin). Pressenti comme ministre, est écarté par Lumumba et contraint à l'opposition. En août, devient **président de l'« Etat autonome du Sud-Kasai »**.
- 1961** Proclamé « roi du Sud-Kasai » sous le nom d'Albert I^{er}. Dissout le gouvernement pour prendre personnellement le pouvoir sous le titre de *mulopwe* du « Royaume fédéré du Sud-Kasai ».
- 1962** Victime d'un coup d'Etat militaire à l'instigation de son Premier ministre Joseph Ngalula (septembre), **s'exile en Europe** avec le soutien des rosicruciens. Dix-huit mois à Barcelone. Fait alliance avec Tshombe, en exil à Madrid.
- 1964-1965** **Ministre de Tshombe**. Rejoint la Conaco, puis quitte le gouvernement avant le coup d'Etat de Mobutu.
- 1966-1980** **Fait des affaires**.
- 1980** Rentre dans les instances du MPR, le parti unique de Mobutu.
- 2008** Reçoit l'hommage des Baluba du Kasai pour ses 80 ans.

>>> belge d'organiser, avant les élections locales, une Table ronde belgo-congolaise.

Vous avez participé, au palais des Congrès de Bruxelles, à cette Table ronde de janvier-février 1960. Que pensez-vous des autres délégués congolais invités ?

> J'ai d'abord ressenti la joie des retrouvailles. Dispersés à travers le Congo, sans possibilité de se déplacer d'une province à l'autre à moins d'obtenir une autorisation, on se connaissait mal. Certains leaders n'étaient identifiés que grâce au portrait-photo qui accompagnait leurs éditoriaux. Mais j'ai été déçu par la plupart des délégués. Kasa-Vubu, président de l'Abako, bénéficiait d'une immense aura. En revanche, ceux de Léopoldville, que j'avais imaginés supérieurs à moi, me sont apparus peu émancipés de la tutelle belge. Tandis que ceux du Sud-Kivu, qui avaient souffert des abus des colons, se montraient très extrémistes.

Accusé d'avoir excité les foules, Patrice Lumumba était alors en prison, près de Jadotville, au Katanga. Quel effet a produit son arrivée à Bruxelles, huit jours après l'ouverture de la Table ronde ?

> La nouvelle femme d'un homme est toujours, à ses yeux, la plus belle, dit-on chez nous ! Sorti de prison, Lumumba a fait sensation en Belgique en débarquant, seul, une semaine après l'ouverture de la Table ronde. C'était un bon orateur, mais, aussi, un grand manipulateur. Nous étions devenus des adversaires politiques : lui était unitariste, moi, fédéraliste, allié à Kasa-Vubu. Pourtant, c'est moi qui suis allé, avec Victor Nendaka, l'accueillir à l'aéroport de Bruxelles. Les photos de presse le prouvent. Je lui ai alors dit que c'était sur mon initiative que les délégués congolais de la Table ronde avaient exigé sa libération.

Regrettez-vous d'avoir réclamé sa présence aux négociations ?

> Je ne sais si j'ai bien ou mal fait. Dès que Lumumba a mis les pieds à Bruxelles, on n'a plus parlé de moi ! Il n'y en avait que pour lui. Toutes les déclarations de la Table ronde devenaient siennes. Comme si on voulait préparer l'opinion publique belge à son avènement !

Que faisiez-vous le 30 juin 1960, jour où le Congo est devenu indépendant ? Etiez-vous de la fête ?

> Pas du tout ! Je suis resté chez moi,



à Léopoldville, à boire du champagne. Je n'ai pas partagé la joie populaire. Et pour cause : le premier gouvernement congolais, celui de Lumumba, s'est constitué, une semaine plus tôt, sans ma participation. Pour m'éloigner du Congo, le Premier ministre m'a proposé d'être le représentant du pays à l'ONU. J'ai refusé. Lumumba m'a alors offert le portefeuille de l'Agriculture. Je n'en ai pas voulu non plus. J'estimais mériter mieux.

N'êtes vous pas agronome de formation ?

> C'est exact, mais je voulais un poste politique. J'ai regretté plus tard d'avoir rejeté cette dernière offre. Car les absents ont toujours tort. J'ai fêté l'indépendance avec des cendres dans la bouche. Quelle déception de voir mes amis et alliés politiques se faire récupérer par le pouvoir en place! Et que de railleries : les Lulua, ennemis jurés des Baluba, dansaient et nous injuriaient.

Quel a été votre rôle dans les luttes tribales qui ont ensanglanté le Kasai ?

> La minorité Lulua avait pris le pouvoir. Menacés d'extermination, les Baluba quittaient en masse Luluabourg. J'ai alors proclamé, le 9 août 1960, l'in-

dépendance du Sud-Kasai, avec Bakwanga comme capitale, et un gouvernement provisoire en exil, installé à Elisabethville. Fin août, Bakwanga est tombé sous le contrôle des troupes gouvernementales. En septembre, le secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld a qualifié de génocide les massacres commis par les soldats en-

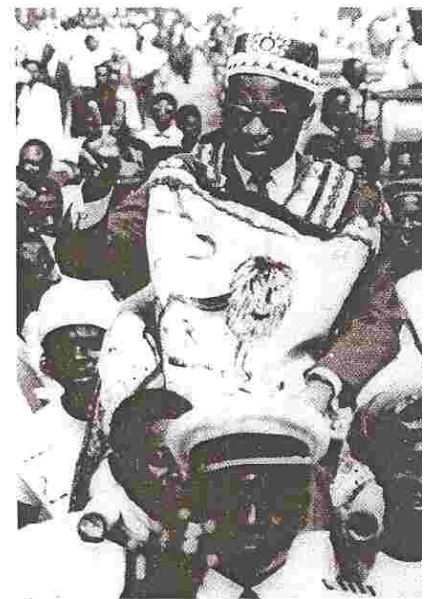
« J'AI FÊTÉ L'INDÉPENDANCE AVEC DES CENDRES DANS LA BOUCHE »

voyés par Lumumba. Ensuite, les combats ont cessé et j'ai dirigé l'Etat autonome du Sud-Kasai.

Avec le soutien de la Forminière, filiale de la Société générale de Belgique qui contrôlait l'extraction du diamant ?

> Qui et non. La Forminière m'a aidé à acheter du maïs et de la farine au Katanga et m'a recommandé auprès du patron de l'Union minière. J'ai reçu des avances sur impôt, ce qui m'a conduit à créer un Etat autonome. Avec cet argent, mes deux conseillers militaires belges ont acheté des armes en Europe pour équiper une première compagnie. J'en avais demandé au gouvernement katangais, mais Godefroid Munongo, ministre de l'Intérieur du Katanga en sécession, a refusé de m'en livrer. Finalement, l'ONU m'a fourni des armes de ses stocks de la base de Kamina. Vous avez été associé, par vos détracteurs, aux assassins de Patrice Lumumba. Avez-vous souhaité qu'il soit transféré chez vous, à Bakwanga ?

> J'ai réfuté ces accusations malveillantes dès 1964, lors de mon exil à Barcelone, et en juin 2001, devant la commission Lumumba, à Bruxelles. Quand Lumumba a été réduit à l'impuissance, le gouvernement de Léopoldville mis en place par Mobutu a voulu s'en débarrasser. Il m'a demandé de recevoir l'ex-Premier ministre et deux autres prisonniers à Bakwanga. J'ai refusé. Pas question de collaborer



Kalonji sacré roi de l'Etat minier du Sud-Kasai.

avec un gouvernement central qui ne voulait pas reconnaître notre autonomie. Je savais aussi que Lumumba signait son arrêt de mort au Sud-Kasai où son armée avait massacré les Baluba sécessionnistes. L'avion qui le transportait a donc été dirigé vers Elisabethville, au Katanga. J'ai appris la nouvelle de sa mort à la radio.

Il y a aussi eu le transfert et l'assassinat, dans votre Etat autonome, de sept lumumbistes. Vous étiez au courant ?

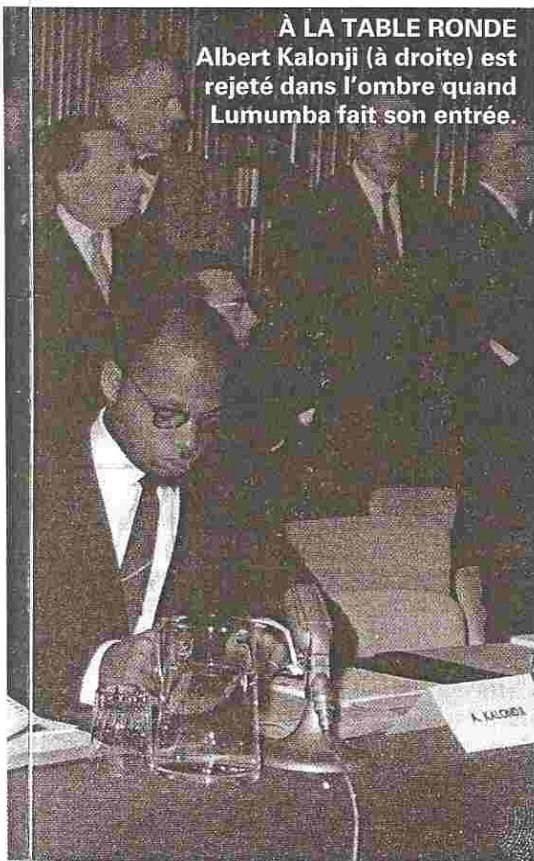
> Cette liquidation a été organisée à mon insu par mon Premier ministre Joseph Ngalula. A Léopoldville, Iléc Adoula, Mobutu et Kasa-Vubu voulaient coûte que coûte me salir. Mais je ne regrette rien de la période de l'Etat autonome du Sud-Kasai.

Vos ennemis politiques, à une certaine époque, vous ont jugé arrogant ?

> Je dois admettre que suis impatient dans la vie. Mais je suis plus impulsif qu'arrogant. Humble et d'une nature noble, je n'aime pas les vulgarités. Vous avez songé un moment à vous présenter à l'élection présidentielle congolaise de 2006, finalement remportée par Joseph Kabila. Auriez-vous encore des ambitions politiques ?

> En tout cas, je ne cherche plus le honneurs de la politique. Ce n'est plus de mon âge ! ● ENTRETIEN : OLIVIER ROGEA

A lire : Congo 1960. La sécession du Sud-Kasai - La vérité du Mulopwe, par Albert Kalongi, L'Harmattan 2005.



À LA TABLE RONDE Albert Kalonji (à droite) est rejeté dans l'ombre quand Lumumba fait son entrée.

KASBALAYI
 KALUNE DIBUNBA, MVITA YATURUATSHI
 Youfouslave
 Dni de Buzluz
 Elusflement de E.V

Le rêve du Grand Kasai

s'éloigne-t-il ?

Le mythe fondateur d'une identité commune partagée par près de 18% de congolais qui occupent, essentiellement, l'espace géographique privilégié situé au centre de la République démocratique du Congo est-il entrain de s'évanouir à petit feu, à la faveur du découpage territorial tel que prévu dans la nouvelle constitution ?

En vertu de l'article 4 de cette loi fondamentale, le Grand Kasai a été scindé en cinq provinces distinctes : Kasai Oriental (Chef-lieu : Mbuji-Mayi), Sankuru (Chef-lieu : Lodja), Lomami (Chef-lieu : Kabinda), Kasai (Chef-lieu : Luebo) et Lulua (Chef-lieu : Kananga).

Politiquement voulu pour rapprocher les gouvernants de la population afin de lui procurer le bien-être socio-économique qui lui manque depuis des décennies, ce démembrement reste, cependant, calqué sur les identités de grands groupes ethniques. Et, à en croire M. Tshibwabwa Kapy'a Kalubi, ancien Gouverneur du Kasai Occidental et membre du Cabinet du Chef de l'Etat congolais, l'objectif poursuivi par ses initiateurs serait, en ce qui concerne le Kasai, de « confiner les lubas rebelles dans des territoires exigus et d'instrumentaliser les minorités provinciales ».

Le moins que l'on puisse dire est que, si elle était avérée, une telle option serait pernicieuse et dangereuse. D'autant qu'elle mettrait en péril, non seulement l'avenir des futures provinces kasaïennes, mais également celui de toute la nation congolaise. Comment en serait-il autrement ? Car, face à l'époque qui défile, Chokwés, Kubas, Tétélas, Leles, Songye, Kanioka, Babindji, Bakete, Bankutshu, Bapende, lulua, luba, et autres n'auraient aucun intérêt à voir resurgir les luttes ethniques doublées de luttes politiques qui ont affaibli le Kasai et plombé son développement. Dieu merci, malgré quelques titillements relevant de l'histoire des peuples, le Grand Kasai, de par sa population, reste une mosaïque d'ethnies qui offrent un bel exemple de coexistence pacifique depuis de nombreuses années.

De la même manière qu'il faudra créer des passerelles entre les minorités et les majorités ethniques pour consolider l'union et la paix civile, l'un des défis majeurs auxquels seront confrontés les Kasaïens, sur le plan économique, consistera à tout faire pour éviter que le découpage territorial ne rime avec le protectionnisme et la désintégration régionale. Dans ce registre, il convient de reconnaître, hélas, que, malgré la présence du diamant qui en est la principale richesse minière, le Grand Kasai est resté, sans forcer le trait, paradoxalement pauvre et sous-développé. Ses productions énergétiques modestes, sinon inexistantes, ne permettent guère le développement des capacités industrielles. Et l'agriculture qui est sa principale activité est délaissée, avec toutes les conséquences que l'on imagine.

Pour que, demain, l'utopie du Grand Kasai ne s'épuise et devienne, enfin, réalité, c'est-à-dire le « havre de paix et de prospérité » tant rêvé, les Kasaïens devront avoir la sagesse de resserrer les rangs et, surtout, de ne pas faire usage des clivages ethniques dans le seul but de la quête du pouvoir. A bon entendeur, salut ☐



FRANÇOIS KAY
 Rédacteur en chef

E

D

I

T

O

Prix: 3 euros ☐ Possibilité abonnement: 00 32 499 27 51 45 - 00 32 486 82 48 48 - 00 32 495 14 83 09
 Compte Fortis Banane: 001-4436057-32 ☐ E-mail: demaintekasai@valoo.fr - katubalondini@demaintekasai.com